

TORNATA DEL 29 GENNAIO 1852

- 7 -

PRESIDENZA DEL PRESIDENTE BARONE MANNO.

SOMMARIO. *Relazione sul bilancio passivo delle finanze pel 1852 — Seguito della discussione del bilancio attivo del 1852 — Approvazione delle categorie 56 sino alla 44 — Osservazioni del senatore Della Torre alla categoria 45, combattute dal ministro delle finanze — Schiarimenti del senatore Alfieri in appoggio del Ministero — Approvazione di questa e delle successive categorie sino alla 62 — Obbiezioni del senatore Di Castagnetto alla categoria 63 e risposta del ministro di finanze — Approvazione di questa categoria e delle rimanenti sino alla 104 — Adozione dei cinque articoli che seguono e della legge — Dichiarazione del ministro di finanze.*

La seduta è aperta alle ore 2 3/4 pomeridiane.

Il processo verbale dell'ultima tornata è letto ed approvato.

PRESIDENTE. La parola è al senatore Cibrario relatore della Commissione pel progetto di legge sul bilancio passivo delle finanze.

RELAZIONE SUL BILANCIO PASSIVO DELLE FINANZE PEL 1852.

CIBRARIO, relatore. Presenta la detta relazione. (Vedi vol. *Documenti*, pag. 1037.)

CONTINUAZIONE DELLA DISCUSSIONE E ADOZIONE DEL BILANCIO ATTIVO PEL 1852.

PRESIDENTE. La relazione ora udita sarà data alle stampe e quindi distribuita ai signori senatori.

Riprendo la lettura delle categorie del bilancio attivo, fermata alla categoria 55 ed approvata ieri dalla Camera.

SESSIONE 1851 — SENATO DEL REGNO — Discussioni 148

(Sono approvate senza discussione le categorie dalla 56 alla 44 inclusive. Vedi vol. *Documenti*, pag. 1122.)
Cat. 45, *Dritti di successione*, lire 3,500,000.

DELLA TORRE. Messieurs les sénateurs, l'impôt sur les successions directes est un de ceux qui sont le plus contraires à nos habitudes et à nos mœurs. Ce n'est pas seulement chez nous que cet impôt est vu avec une grande défaveur; vous rappelez, messieurs, qu'il a été, en Belgique, le sujet d'une collision entre le Sénat et le Ministère, qui a dû dissoudre le Sénat. On s'est donné beaucoup de peine pour tâcher d'avoir un Sénat favorable à cet impôt; cependant, on n'a réussi à faire passer la loi qu'à la majorité d'une voix. Je vous cite ce fait parce qu'on a parlé de la Belgique.

Vous savez, messieurs, que j'ai dit que je croyais que le pays ne pourrait guère supporter des taxes qui s'élevaient au-dessus de cent millions, et qu'il paraissait qu'avec ce revenu nous pourrions faire face à toutes les dépenses. Monsieur le ministre des finances, dans la réponse qu'il a bien voulu me faire, nous a fait clairement entendre qu'il y avait une série de présentations de lois d'impôts qui élèveraient le revenu à la somme de 120 millions; avant de sanctionner

tous les impôts qui peuvent nous amener à posséder un pareil budget, il y a deux choses à examiner: d'abord, si l'on ne pourrait pas faire marcher les services publics avec une somme moindre, et ensuite si l'Etat se trouve dans la situation de pouvoir supporter une semblable charge.

S'il y a quelques impôts à repousser, je crois que celui qui est relatif aux successions directes devrait avoir la préférence.

Je vous ai fait observer qu'en portant l'impôt de 80 millions à 100 millions, nous augmentions d'un quart ce que le pays avait à payer: c'est fort en temps de paix; mais en portant le chiffre de 80 millions à celui de 120 millions, nous augmentons la taxe de moitié, et cela est extrêmement fort; je ne crois pas qu'en temps de paix on ait jamais vu des exemples de choses pareilles; il faudrait donc voir s'il ne serait pas possible de marcher avec un chiffre moins élevé que celui dont il s'agit.

Pour appuyer son opinion, monsieur le ministre des finances nous a dit qu'il y a des pays absolus où l'on paie tout autant que ce que l'on veut nous faire payer; comme il n'a pas nommé ces pays, je ne puis faire, à cet égard, aucune observation.

Mais il a cité la France: nous savons tous comment les affaires se passent dans ce puissant Etat. Monsieur le ministre a dit que la population de nos Etats formait à peu près le septième de la population française, et, en établissant que notre sol vaut celui de la France, il en conclut qu'on aurait pu nous imposer pour le septième du montant total des impositions françaises; mais que, cependant, vu que l'industrie était plus développée en France, il avait limité sa demande au dixième du revenu. Ainsi, la France payant un milliard deux cents millions, nous pourrions, nous payer 120 millions. Mais, messieurs, monsieur le ministre des finances n'a pas tenu compte d'une situation particulière au Piémont, situation qui n'existe pas pour la France; car vous savez, messieurs, qu'en France on n'a pas adopté le système du libre échange; le système protecteur est en pleine vigueur dans ce pays, et l'agriculture y est fortement protégée.

En France, il n'est permis d'introduire ni blé, ni farines, si ce n'est quand le taux des denrées s'élève de beaucoup au-dessus de la limite ordinaire. De plus, on s'occupe soigneusement, en France, de faire respecter la propriété rurale; dès qu'une atteinte à la propriété a lieu, et c'est fort rare, on en parle dans les journaux, on ne manque pas de dire que les coupables ont été arrêtés et livrés à la justice; enfin, on fait de cela une affaire importante.

Chez nous, les choses se passent autrement; vous savez tous comme moi, messieurs, que naguère le taux moyen du blé en Piémont était de cinq francs l'émine: quand il arrivait à six francs, il y avait cherté; et quand il tombait à 4 francs, les propriétaires disaient qu'ils ne pouvaient plus faire leurs affaires qu'avec une très-grande difficulté.

Mais aujourd'hui, il nous arrive du dehors une telle quantité de farines qui ne font certes pas le pain meilleur et que les boulangers achètent à bon marché, qu'il en est résulté que le prix du blé est descendu au chiffre de 3 francs.

Le prix ordinaire se balance entre 3 francs et 3 francs 50 centimes.

Je prends le blé pour point de comparaison, car c'est d'après lui que tout se règle. J'ai dit 3 francs 50 centimes; mais nous pouvons hardiment retrancher les 50 centimes, pour tenir compte des pertes que l'agriculture éprouve journellement par la maraude et je dirai presque par le pillage.

Cela a commencé avec une certaine modération; d'abord on pillait que la nuit; mais à présent on exerce de tels

ravages en plein jour, on arrive en force, on repousse le gardien qui ne peut opposer la moindre résistance: il peut aller porter plainte, oui, mais s'il est seul, sa plainte restera sans effet.

On va chercher le syndic, qui vient avec répugnance parce qu'il craint que les maraudeurs ne se vengent en ravageant ses terres, et, à la tardive arrivée du syndic, les pillards ont disparu.

Je crois donc que l'on peut, à raison de ces faits, retrancher les 50 centimes, et dire que le taux du blé est de 3 francs.

Ainsi, nous avons perdu les deux cinquièmes de notre revenu, et il est impossible que nous puissions supporter des impôts aussi forts dans une semblable situation de choses.

Je suppose que l'on nous eût taxé à raison de 1 franc sur 5 francs, il serait resté 4 francs; mais à présent, il ne nous reste que 3 francs, c'est-à-dire moins de la moitié de notre revenu passé.

Vous le voyez, la France et le Piémont sont dans une position différente; on ne peut pas citer la France pour conclure que nous devons arriver à une taxe aussi forte que celle qui existe pour elle. Je ne sais pas si M. le ministre des finances est dans cette enceinte...

Voci. Le ministre est présent.

CAVOUR, reggente il Ministero delle finanze e ministro di marina, agricoltura e commercio. Oui, et j'aurai l'honneur de vous répondre.

BELLA TORRE. Eh bien! je soumetts à M. le ministre mes observations. Je ne dirai pas comment les choses se passent en Belgique, je n'en suis pas très-bien informé; mais je sais que le système protecteur existe dans ce pays, et que, quant aux céréales, on y a pensé à peu près comme en France. La France, étant divisée en trois zones, celles du nord, du midi et du centre, il pouvait arriver que pour le midi il y eût une grande élévation dans le prix des grains; il fallait donc les faire venir du nord; mais le blé devenait très-cher à cause du transport, et on achetait celui qui arrivait par mer, à condition toutefois que la zone ne serait pas dépassée; et dès que le prix tombait, on mettait un terme à l'importation.

Ainsi le propriétaire français peut compter que son revenu sera toujours à peu près le même: le taux normal lui est acquis; il n'a pas à craindre les maraudeurs, et il n'y a pas de diminution dans les fermages; mais chez nous, les fermages ne vont plus, car les fermiers font observer que la diminution dans le prix du blé ne leur permet pas de payer les loyers qu'ils payaient autrefois. Aussi, sommes-nous tous obligés de diminuer les fermages.

Toutes nos taxes directes finissent par tomber sur la propriété foncière, qui est la force de l'Etat. Quand elle sera épuisée, je crois que l'on ne pourra plus payer ses impôts. Il y a, je le sais, des moyens de contrainte, on emprisonnera, on séquestrera; mais hélas! un pays où l'on est dans la nécessité d'emprisonner souvent en pleine paix, est un pays qui va mal, et qui serait jugé tel par l'Europe qui nous regarde. Nous avons annoncé que notre Etat est un Etat médiocre: qu'il le prouve, qu'il sache donc faire des économies que d'autres Etats réalisent! Au lieu de faire monter les recettes pour arriver à couvrir les dépenses, faites descendre les dépenses autant que vous pourrez: c'est ce que fait chaque particulier, et l'Etat est comme un grand particulier qui doit faire les affaires de tous; il est obligé de les faire sagement et paternellement; or il n'est guère sage, il n'est guère paternel de forcer les impôts; c'est une des

causes pour lesquelles l'histoire flétrit certains règnes. Ici ce ne serait pas le règne sur lequel retomberait le blâme; qui se trouverait flétri, ce serait la forme du Gouvernement; car c'est depuis que le système parlementaire est installé chez nous, que, par le moyen de belles paroles, on fait passer les impôts les uns après les autres. (*Risa d'adesione*)

Messieurs, beaucoup de ceux qui votent l'impôt ne le paient pas; c'est ainsi dans les communes, dans les provinces; voilà pourquoi on augmente, on élargit les taxes. Messieurs, il serait temps enfin de faire de sérieuses réflexions; nous ne pouvons pas continuer à conduire ainsi les affaires vers un avenir incertain, car l'Etat s'épuisera à coup sûr. Si des événements graves se présentent plus tard, comment ferons-nous? L'Etat vend maintenant de petites propriétés que dans une circonstance qui peut arriver nous serions fort heureux d'avoir à notre disposition. Il ne faut pas vendre en temps de paix; c'est en temps de guerre qu'il faut de l'argent; on emprisonnera, soit; mais l'argent ne viendra pas à temps, parce que la guerre va vite.

Je crois donc, messieurs les sénateurs, que parmi les nombreuses taxes qui nous sont proposées, il s'en trouve quelques unes que nous devons repousser. La taxe sur les successions directes rentre dans cette catégorie. On peut l'abolir, ou du moins exempter de l'impôt le mobilier. Pour de certaines successions en ôtant le mobilier, on ôterait beaucoup; mais il faut considérer qu'il est très-dur pour les enfants de voir, après la mort du père de famille, inventorier la maison. Cela a quelque chose d'odieux. En France on s'en est toujours plaint; c'est un des impôts qu'on voulait voir abolis, et moi je vous propose seulement de le diminuer.

J'avais deux choses à vous faire observer: premièrement que nous ne nous trouvons pas dans les mêmes conditions que celles où se trouve la France; que le propriétaire piémontais n'est pas protégé et défendu comme l'est le propriétaire français; et que, en conséquence, vous ne pouvez pas lui demander ce que peut donner le propriétaire français. J'aurais pu ajouter que la France est plus avancée que nous sous le rapport de l'industrie; qu'elle a plus de moyens que nous n'en avons pour contracter des emprunts, moyens qui, chez nous iront, peut-être, encore en diminuant.

Enfin, en second lieu, je crois que nous donnerions du crédit à notre Gouvernement, si nous montrions à l'Europe que nous savons à temps restreindre nos dépenses; cela nous ferait plus d'honneur que d'accroître outre mesure l'impôt.

CAVOUR, reggente il Ministero delle finanze e ministro di marina, agricoltura e commercio. L'onorevole preopinante, prendendo occasione dalla categoria relativa ai diritti di successione, ha in certo modo risposto al discorso che io ho avuto l'onore di pronunciare ieri avanti al Senato.

Io non cercherò di ribattere quanto egli disse intorno all'imposta di successione, perchè non mi pare che abbia proposta la reiezione della categoria; d'altra parte sarebbe strano che il Senato dopo avere sanzionato, ora sono pochi mesi, la legge relativa a questo diritto, venisse in oggi all'occasione del bilancio, senza procedere a nuovo esame ed a più matura discussione, venisse, dico, a respingere quello che aveva solennemente approvato.

Io non nego essere grave l'imposta sulle successioni, ma non la reputo più grave e dell'imposta diretta e dell'imposta sull'insinuazione e di molte altre gravanze. Nella massima parte dei paesi l'imposta sulle successioni dirette esiste: venne stabilita nel Belgio ultimamente.

È vero che essa incontrò quivi una vivissima opposizione, ma mi sia lecito il dire che quest'opposizione fu più politica

che economica: fu un mezzo, un pretesto di cui si servì il partito chiamato colà clericale, onde rovesciare il Ministero liberale che regge il Belgio da alcuni anni, e che ha preservato quello Stato in circostanze gravissime e difficilissime dai pericoli della rivoluzione che minacciavano tutte le terre circostanti. L'imposta sulle successioni dirette esiste altresì in Inghilterra, non per gli stabili, ma per beni mobili; esiste in Francia, ed io credo in alcuni altri paesi d'Europa.

Del resto il diritto per le successioni dirette è ridotto all'uno per cento, tasso moderatissimo che non può produrre perturbazione veruna nell'avere della famiglia.

Ma, ripeto non mi estenderò sull'argomento di questa gravanza, poichè l'onorevole preopinante non ne fece oggetto di speciale mozione.

Risponderò al complesso del suo discorso, il quale ha tratto al nostro sistema generale di finanze.

L'onorevole maresciallo ricordava aver io nella scorsa tornata paragonato le nostre finanze con quelle della Francia, e da questo paragone conchiuse potersi da noi sopportare gravanze fino alla concorrenza di 120 milioni; ond'egli induceva essere intenzione del Ministero proporre tasse finchè questa cifra sia raggiunta.

L'onorevole preopinante ha data un'estensione troppo lata al mio dire. Io ho manifestata l'opinione che è in me radicalissima, potere il paese sopportare un peso di 120 milioni, ma non ho detto essere intenzione del Ministero di portare la gravanza a quella tassa. Io credo che raggiungeremo quella cifra mediante alcune nuove gravanze, ma ancora più mercede il progressivo aumento della ricchezza pubblica che deve produrre un corrispondente progressivo aumento nel prodotto delle imposte indirette.

Ma egli contestava questo paragone, e prendeva occasione da questo mio confronto per rompere una lancia contro il sistema del libero scambio. Egli diceva che la Francia può pagare un miliardo e duecento milioni più facilmente che noi non possiamo pagarne 120, perchè in Francia esiste il sistema protettore. Ma io ritorcerò l'argomento, e dirò che io credo che il paese nostro può pagare molto più facilmente 120 milioni che non la Francia un miliardo e duecento milioni, appunto perchè fra noi non esiste il sistema protettore, appunto perchè non abbiamo a pagare oltre l'imposta che il Governo da noi richiede, le imposte ai contrabbandieri da un lato, ed agli industriali protetti dall'altro. Ma, entrando nei particolari dall'onorevole ed illustre preopinante accennati, io non avrò difficoltà a dimostrare essere egli andato errato nelle cifre da lui addotte. Egli disse che in Francia la proprietà vendeva assai più che presso noi per due motivi: primo, mercede il sistema protettore...

DELLA TORRE. Non, j'ai dit que le propriétaire français était assuré de sa rente, parce que le système protecteur maintenait le prix des blés à un taux à peu près fixe, et que, s'il montait trop haut, on laissait entrer les blés étrangers; mais que l'on prohibait cette importation aussitôt que le prix du blé retombait au taux commun. Ici, au contraire, le propriétaire voit diminuer son produit annuel.

Vous me direz que le pays retirera un grand profit du système du libre échange. L'expérience en décidera; je ne veux rien contester à cet égard; je vous ferai observer cependant que M. Achille Fould, en parlant de l'Angleterre, a dit que l'augmentation des produits indirects, sur laquelle on comptait, ne s'était pas vérifiée; et lord Russell a confirmé ce fait en déclarant qu'il ne pouvait pas consentir à l'abolition de l'income tax.

Du reste, je crois inutile de rompre maintenant une lance

contre le système du libre échange. En France, le propriétaire qui possède trente mille livres de rente ne les voit pas diminuer, parce que le blé a toujours à peu près la même valeur; mais le propriétaire piémontais qui possède une rente semblable la voit diminuer en raison de la diminution du blé. Si son revenu est le produit de ses terres, je dis que ce revenu diminue des deux cinquièmes, quand le prix du blé tombe au taux de trois francs. Donc on peut imposer une taxe au propriétaire français, et connaître ce que cette taxe peut produire, tandis que chez nous il est impossible de faire le même calcul. Nous sommes moins capables de supporter une forte taxe que nous ne l'étions il y a trois ans; et il y a trois ans, on nous croyait suffisamment taxés, quand le budget arrivait au chiffre de 80 millions. Depuis lors notre revenu ne fait que décroître, et cependant nous pensions que nous pouvions atteindre le chiffre de 120 millions. Je sais bien que la propriété seule ne supportera pas tout le poids de cette énorme contribution; pourtant la plupart de nos impôts la frappent directement.

Je crois que la condition des propriétaires s'est détériorée depuis ces dernières années, tandis qu'en France les propriétaires se sont maintenus dans leur position ordinaire. La terre ne rend pas plus en France qu'en Piémont, je le sais; mais il y a cette différence, je le répète, entre la France et le Piémont, que la position des propriétaires piémontais est devenue plus mauvaise, et que la position des propriétaires français ne varie pas.

CAVOUR, reggente il Ministero delle finanze e ministro di marina, agricoltura e commercio. Il Senato ha udito le nuove spiegazioni date dall'illustre preopinante. Egli asserisce che la posizione del proprietario in Francia è migliore perchè il prezzo dei cereali è meno esposto alle oscillazioni di quello che sia in Piemonte massime da tre anni in qua.

Ora io prego il signor senatore a voler consultare le mercuriali dei prezzi in Francia de' tre anni decorsi, le quali trovansi nel *Moniteur* tutti i primi del mese, e riconoscerà che il prezzo medio del grano in Francia è stato molto minore di quello che fosse in Piemonte quantunque in Francia ed in Piemonte da tre anni non si fosse introdotta modificazione di sorta nel sistema doganale per ciò che riflette il grano.

Il grano che era salito ad un prezzo enorme in Francia nell'anno 1847, al prezzo cioè di 40 a 50 lire l'ettolitro, cadde nel 1848 a 15, a 13, ed in alcuni dipartimenti perfino a 12 lire l'ettolitro, e rimase a questo tasso quasi tutto il 1848, il 1849 e parte del 1850; e tutti coloro che leggono i giornali, e massime i giornali economici, avranno osservato le lagnanze eccessive dei proprietari francesi, i quali assicuravano essere nell'assoluta impossibilità di pagare l'imposta.

Tutti ricordano come i proprietari francesi siano stati costretti di esportare immensa quantità di grano in Inghilterra; il che prova a qual prezzo, anzi in qual avvillimento era caduto il grano in Francia.

Quindi mi pare che tutto l'argomento del preopinante cade da per sé. Questo fatto è incontestabile, e ognuno può verificarlo esaminando in biblioteca le mercuriali che trovansi nel *Moniteur*.

D'altra parte se il prezzo del grano presso noi soffersse una diminuzione, non se ne può accagionare il sistema del libero scambio, poichè non dopo la Costituzione, ma prima di essa fu operata una diminuzione sul tasso dei cereali, il quale dalle 6 fu portato alle lire 3 per quintale: atto compiutosi mentre l'illustre preopinante esercitava ancora molta influenza nei Consigli della Corona: atto che ho lodato alta-

mente in altro recinto, e che lodo ancora, e considero come uno dei più gloriosi del regno di Carlo Alberto.

Noi nelle operate riforme abbiamo mantenuto nel prezzo del grano il tasso a cui era nel regime assoluto; epperò non comprendo come l'onorevole preopinante possa accagionare ed il sistema del Ministero e la nuova politica della deteriorata condizione dei proprietari.

Del resto io prego di avvertire che se il prezzo del grano godette d'un tasso assai mite negli anni scorsi, da alcuni mesi andò e va rialzandosi, e che in ora i grani di buona qualità si vendono sul mercato di Torino ad un prezzo poco lontano di lire 8...

Un senatore. Si vendono anco a lire 3 50 l'emina.

CAVOUR, reggente il Ministero delle finanze e ministro di marina, agricoltura e commercio... I bei grani, che si chiamano del Piemonte, si vendono al disopra delle lire 4 50; vi è stato perciò un aumento di una lira per emina.

Non è esatto il dire che la diminuzione sia stata prodotta dalle straordinarie importazioni dall'estero, giacchè queste negli anni 1850 e 1851 non superano la media delle importazioni dell'ultimo decennio: non è pure esatto il dire che vi siano state straordinarie importazioni di farina, poichè i quadri doganali faranno fede che nell'anno scorso si è introdotto nel paese 10 mila quintali metrici di farina, e se ne è esportata una quantità molto maggiore.

Io credo di avere dimostrato come la prima parte delle argomentazioni dell'onorevole maresciallo non fosse esatta.

In ordine ai ladroncelli di campagna riconosco essere questo un grave inconveniente.

Il Ministero ha cercato di provvedervi coi mezzi che aveva a sua disposizione, introducendo anche nuovi e più efficaci provvedimenti, sui quali in ora si sta discutendo in altro ramo del Parlamento, e che fra poco saranno, spero, sottoposti alle deliberazioni del Senato; ma non bisogna credere che questi furti di campagna siano cose nuove.

Prima della Costituzione ho coltivato praticamente l'agricoltura per molti e molti anni, e posso assicurare che anche in allora i furti di campagna erano frequenti, numerosi, e non sempre repressi.

Finalmente l'onorevole maresciallo affermava avere i beni sofferto una gran diminuzione, avere il tasso degli affitti diminuito d'assai.

È mio avviso che la verità sia il contrario: il demanio da qualche tempo dà opera alla vendita dei beni stata autorizzata dalla legge sancita l'anno scorso, e queste vendite provano che il valore dei beni non ha diminuito; si sono anzi verificati aumenti sopra quasi tutti i lotti esposti in vendita. In quanto ai contratti d'affittamenti non mi consta che vi sia una diminuzione sul tasso medio degli anni scorsi.

Vi fu un momento in cui gli affittamenti vennero sottoposti ad un tasso eccessivo; alcuni beni si affittarono al prezzo di 60, 70 lire per giornata; vi è stata una reazione, ma questa credo venne prodotta dall'eccesso medesimo del movimento, e non dalle circostanze dall'onorevole maresciallo indicate; del resto tutti i beni in buona condizione si trovano ad affittare, ed affittare facilmente.

Io conosco una delle migliori tenute del Vercellese, quelle che appartiene al duca di Genova: essa è da affittare, e quantunque si tratti di un affittamento di 80 mila lire all'anno, vi sono già state molte offerte, e offerte in aumento del prezzo attuale; egli è adunque assolutamente inesatto il dire che la proprietà abbia scemato di valore, che abbia perduto della sua forza produttiva, e che quindi non sia in grado di sopportare i pesi, come li può sopportare la proprietà francese.

Ciò detto, io credo di dover nulla aggiungere, giacchè l'onorevole maresciallo non ha fatto proposizione specifica. Egli ci ha di nuovo raccomandata l'economia ed io mi unisco a questa raccomandazione; solo prego l'onorevole maresciallo, quando si tratterà del bilancio passivo, di tradurre i suoi consigli in effetto, cioè d'indicare i punti sui quali debbono portarsi le economie, giacchè egli è troppo esperto nelle cose di Governo, onde non sapere che i consigli generalmente non tornano molto utili; invece s'egli vorrà indicare al Ministero i punti sui quali si possono fare delle riduzioni, il Ministero potrà dai suoi consigli trarre molto maggior partito. Io quindi mi restringo ad invitare l'onorevole preopinante a voler non più darci il consiglio di diminuire il bilancio di 20, o 25 milioni, ma ad indicare i mezzi d'operare questa riduzione.

DELLA TORRE. Je répondrai à M. le ministre que je crois avoir déjà indiqué dans la séance d'hier deux moyens d'économie. J'avoue qu'il est très-difficile de trouver tout de suite, sur un papier qui vous passe sous les yeux, quels sont les points sur lesquels on pourrait opérer des réductions. J'ignore quels changements ont été faits dans l'administration depuis que j'ai quitté les affaires; je ne puis donc pas émettre un jugement à ce sujet, comme j'aurais pu le faire il y a sept ou huit ans.

Les deux points essentiels, à mon avis, sont 1° le nombre des employés que l'on peut réduire; ils sont trop nombreux, personne ne le contestera; 2° les Ministères. J'avais suggéré la diminution de trois Ministères; on m'a répondu que ces trois Ministères étaient réduits à deux, mais que l'on ne pouvait pas anéantir le Ministère des travaux publics à cause de l'importance que lui ont donnée les chemins de fer. Je ferai observer que nous avons commencé nos travaux des chemins de fer sans le secours de ce Ministère. Le premier officier s'occupait de ce service, pour lequel on avait créé seulement trois ou quatre emplois, et l'on a fait ainsi le plus difficile, car il s'agissait alors de faire les études et les premiers travaux.

En supprimant ce Ministère, on peut donner au titulaire une place quelconque ou lui conserver son grade.

Quant à l'instruction publique, ce Ministère n'existait pas et cependant nous avons l'instruction publique. Je sais que dans d'autres pays ce Ministère existe, mais il y a aussi des pays où il est réuni au Ministère de l'intérieur ou à celui du garde des sceaux. Si nous prenions une semblable détermination, nous pourrions facilement opérer une forte réduction sur le nombre des employés, et il en résulterait pour le trésor une économie de 20 millions au moins.

Je vous indique déjà ce moyen d'économie; si j'en trouve d'autres, je vous les indiquerai également; mais je n'y compte pas, d'autant plus que je ne puis pas lire le budget et qu'il y a 8 ou 10 ans que j'ai cessé de m'occuper en détail des affaires administratives. J'ai aussi proposé un système militaire économique; il y aurait d'autres systèmes du même genre, auxquels on pourrait le comparer.

Du reste, les raisons de M. le ministre des finances sont spécieuses; cependant il n'a pas pu démontrer que la propriété n'a pas éprouvé des pertes. Il a, en parlant de la perte qu'elle a éprouvée, rappelé le temps où j'étais aux affaires. Mais je crois que je n'étais alors que gouverneur et non président du Conseil d'Etat et ce n'est pas à la division que les affaires se discutaient. Je n'ai pas eu d'avis à donner, car j'aurais combattu les mesures qui ont été adoptées.

AUGER. Siccome le questioni sollevate dall'illustre e rispettabilissimo maresciallo si riferiscono a materie molto gravi, io credo non sia fuori di luogo l'aggiungere qualche

osservazione a quelle che sono state presentate dall'onorevole signor ministro delle finanze sia intorno alla questione dell'effetto del libero scambio, e sul prezzo dei cereali (limitandomi a ciò che più particolarmente tocca l'argomento sul quale versano le nostre deliberazioni), sia anche sopra qualche altra obbiezione fatta dall'onorevole maresciallo stesso.

Il maresciallo fondava la sua obbiezione su ciò che si proponeva, od almeno si additava di estendere gravami, con cui provvedere ai bisogni delle finanze, ed alla diversa condizione delle proprietà nei due paesi tra i quali aveva istituito il paragone. Egli diceva, e ne lo ripeteva e maggiormente spiegava, che il sistema daziario francese nella scala mobile dava maggior protezione alla proprietà, e che da questa e dall'efficacia propria di un tal sistema risultava che il profitto del proprietario si manteneva più costantemente eguale, e che questi poteva quindi far maggior conto su quel provento che dai beni propri traeva.

L'onorevole signor ministro già indicò come i fatti male corrispondessero a quest'osservazione, ed io credo che vi si possa aggiungere qualche più ampia dimostrazione.

Infatti il sistema francese dà questo risultato in massima, cioè egli ha voluto arrivare a questo risultato che il prezzo dell'ettolitro di grano in Francia si mantenesse incirca a 25 lire e 40 o 50 centesimi.

In vista di questo risultato che proponevasi, si stabilirono le zone alle quali alludeva l'onorevole signor maresciallo, poichè si sa che le differenti parti della Francia hanno differenti prezzi risultanti da una media delle vendite che si fanno sui rispettivi mercati, ed è anche notevolissimo per chi contrasta il merito che possa avere il libero scambio nei suoi effetti in questa parte, che la zona la quale è più accessibile al traffico dei cereali esteri, cioè quella che sta rasente il Mediterraneo, sia appunto quella dove i prezzi dei cereali sono sempre più elevati, ed è la zona alla quale è fissato il maggior margine nello stabilimento della nostra scala mobile daziaria.

Ora invece di ottenere il risultato che si proponeva, e che credeva giusto di assicurare, cioè di mantenere il prezzo dei cereali a 25 lire e tanti centesimi, preso uno spazio di 17 anni, se si comprendono gli ultimi anni di questo periodo, cioè 1846-47 e 48 che sono stati anni di grandissima fallanza, il prezzo è stato ridotto a 19 lire e 76 centesimi.

Si vede adunque che il sistema che si credeva utile di adottare, come quello che avrebbe dovuto produrre un risultato, non ha prodotto nè l'effetto salutare che se ne sperava, e nemmeno l'effetto salutare che il signor maresciallo crede che si dovesse ottenere, quello cioè d'un'uguaglianza dei prezzi; poichè se da questi 17 anni si tolgono ancora gli ultimi tre anni di grandissima fallanza nei raccolti, si ha invece del prezzo medio di 19 70, un prezzo di lire 18 40 o 80 che sia, in media. Ma in questi ultimi anni questa media non si è mantenuta, e come accennava l'onorevole ministro essa da lire 18 e tanti centesimi venne a lire 17, e al di sotto di lire 15 su molti grandi mercati francesi, così del pari nel Belgio.

Nel nostro paese queste variazioni si sono anche verificate.

Non è in questi ultimi anni soltanto che il prezzo del grano si è diminuito di molto; generalmente dopo le grandi commozioni politiche accade sempre quello che in questi ultimi anni è succeduto. Così avvenne dopo il 1814, così dopo il 1821, così del pari dopo il 1830, così del pari dopo il 1848, forse in più grandi proporzioni.

Ma vi è un'altra osservazione da fare, la quale io credo sia importante, mentre prevale in molti l'opinione che gli Stati di terraferma, o, come si suol dire, il Piemonte possa per questo verso bastare a se stesso, che vi abbia bastato in passato, e che perciò vi debba bastare al presente. Ora ciò è contrario alla verità e si può dire che nemmeno sia approssimativamente vero, poichè non lo era anticamente.

Se si vuol ricorrere alle statistiche con molta diligenza ed abilità raccolte ne' tempi passati, cioè verso il 1760, si vedrà che allora dal Governo furono addimandate agli intendenti delle provincie informazioni, le quali vennero fornite in modo veramente distintissimo, assai più che non si potrebbe ora credere, se uno si riferisce unicamente allo stato delle cognizioni economiche, e massime delle statistiche in quel tempo. Si vedrà che, anche ridotto il Piemonte ai limiti in cui si trovava allora, non bastava a se stesso.

Se l'onorevole maresciallo vuol chiedere questo soccorso alla sua memoria, egli forse ricorderà che quando nel 1842 si venne in parte a migliorare (forse altri dirà solamente a cambiare) la tariffa doganale, si trattò questa questione dei cereali e del dazio a cui convenisse di sottoporli nell'interesse non solamente dei produttori, ma anche dei consumatori. Ricorderà che fu presentato al Consiglio di Stato un documento dal quale risultava che, presa la media, entravano nei regi Stati 820,000 quintali metrici di grano all'anno, allora quando il dazio era a lire sei.

Siccome molto si è parlato in questi ultimi tempi dello squilibrio che risultava nel commercio interno del Piemonte rispetto ai cereali per l'invasione dei grani esteri, così lo credetti, onde farmene una giusta idea, ricorrere all'amministrazione per sapere se veramente hanno cambiato le nostre condizioni sotto questo rapporto; e per l'estrema cortesia di chi regge questa amministrazione, io ebbi in mano i documenti dai quali risulta che veramente nel 1849 l'entrata del grano si accrebbe di circa 60,000 quintali (non ricordo esattamente se 64 o 68 mila, ma se di qualche cosa io fallo, sarà sicuramente di poco); ed ognuno comprenderà come le circostanze di quell'anno abbiano operato sì che venisse fatta una incetta più considerevole di grani all'estero onde assicurare certi servigi. Ma nell'anno seguente 1850, che è l'ultimo del quale io abbia conoscenza, l'entrata de' cereali non ammontava più che a 740,000 quintali circa, cioè a 60,000 in meno dell'anno che venne constatato essere il medio negli anni precedenti il 1842, quando il grano era valutato in tariffa a lire 6.

Io credo con questo che venga in gran parte distrutto il merito che si vorrebbe dare ad un altro sistema daziario, a preferenza di quello che da noi ora si segue, e nemmeno si possa da ciò che è accaduto dedurre la conseguenza che la capacità nostra in materia d'imposte sia diversa da quella che si può alla Francia supporre.

Io mi limiterò a queste osservazioni, che ho creduto bene di fare non tanto perchè io creda veramente che la sorte della categoria del bilancio, che si tratta ora di votare, dipenda da simili considerazioni, ma perchè mi occorre continuamente d'udire in questa materia esagerazioni così inesatte e così lontane dal vero, che mi pare sia, per quanto è possibile, da impedire che si propaghino e diventino come cosa ricevuta.

Dirò ora qualche parola sopra l'ultimo riflesso che faceva l'onorevole signor maresciallo, relativo all'esistenza dei Ministeri ed all'economia che si potrebbe ricavare dalla soppressione di alcuno di essi, facendo in ciò paragone da quello che fu a quello che è adesso.

L'onorevole maresciallo diceva che prima del 1848 bastavano cinque Ministeri, e che ora gli pare si potrebbero ridurre allo stesso numero i dicasteri che provvedono ai bisogni dell'amministrazione, poichè la massa degli affari non dev'essere di tanto aumentata che cinque dicasteri al loro maneggio non possono bastare.

Due cose, mi pare, sono da osservare. Una, in quanto alla operosità dei Ministeri, e l'altra in quanto all'economia che ne risulterebbe, e ciò sempre tenuto il confronto di quello che era prima a quello che è adesso.

Io osservo che allora eranvi bensì soltanto cinque Ministeri, poichè l'amministrazione dell'istruzione pubblica non era considerata come un impiego di tale dignità: ma però la persona che questa cosa amministrava, sotto il contrassegno del ministro dell'interno, era fornita di uno stipendio non certo eguale a quello dei ministri, ma sufficiente e decoroso in vista delle attribuzioni che gli erano date. Se facciamo la somma a cui ascendeva il trattenimento dei cinque ministri in ragione di ventiquattro mila lire cadauno aggiungendo dodici mila lire circa che traeva il capo del magistrato, avremo cento trentadue mila lire.

Se prendiamo ora sette ministri a quindici mila lire ciascuno, avremo cento cinque mila lire, se non isbaglio: dunque riducendo le cose allo stato d'allora, aggravandosi gli affari, forse converrebbe anche usare maggiore larghezza; e questo in quanto all'economia.

Quanto poi alle esigenze degli affari, io credo che non sarà fuori di proposito di avvertire che una volta i ministri, i quali sicuramente si occupavano con ogni diligenza, con amore, col massimo interessamento della pubblica cosa, non doveano, come ora, stare ogni dì in presenza del Parlamento, non doveano trovarsi nel caso di rispondere ad ogni tratto sopra qualunque minimo negozio sul quale si vogliono interpellare. Ecco un maggior tempo che si richiede ora per gli stessi affari, poichè non potendosi allungare le ventiquattro ore del giorno e farne quarantotto, bisogna di necessità che i ministri dividano le materie, le quali sono oggetto delle loro continue occupazioni.

Io credo quindi che dalla soppressione di alcuno degli anzidetti Ministeri non si ritrarrebbe un'economia degna di essere tenuta in conto, e nemmeno si avrebbe ragione di credere che il servizio camminasse con un'attività maggiore, e che meglio rispondesse a ciò che è desiderabile che si faccia dai capi dell'amministrazione.

Mi limiterò a questo, ritenendo di avere già finora abusato della vostra attenzione.

PRESIDENTE. Io non ho altro a fare che progredire nella lettura delle categorie, giacchè nella luminosa discussione, alla quale ha dato luogo il discorso dell'onorevole maresciallo, la cosa di cui meno si è parlato si è la materia contenuta nella categoria 48, che riguarda i diritti di successione; materia che, essendo contemplata in una legge recentemente votata, non potrebbe essere di nuovo sottoposta a votazione.

(Sono successivamente approvate senza discussione le categorie dalla 46 alla 62 inclusive.) (Vedi vol. Documenti, pag. 1122.)

Cat. 63, Prodotto di vendite straordinarie di stabili demaniali, lire 2,800,000.

DI CASTAGNETTO. Domando la parola.

PRESIDENTE. Il senatore Di Castagnetto ha la parola.

DI CASTAGNETTO. In proposito della presente categoria mi occorre un riflesso che credo degno di qualche considerazione per parte del Senato.

Tutti i redditi del presente bilancio poggiano sopra una base fissa, cioè su di una legge che ha sancito quella tale imposta, ovvero sul dato positivo dell'esistenza di una rendita, come sono i redditi demaniali, fitti, canali, molini, ecc. Anche la categoria successiva, che ha pur tratto a vendita di beni per 4 milioni, poggia sopra di una legge votata l'anno scorso dal Parlamento.

Ora in questa categoria io vedo il prodotto di una vendita presunta, d'una vendita la quale non è stata ancora autorizzata dal Parlamento, quindi a mio avviso ne nasce o l'uno o l'altra di queste conseguenze.

Quando verrà presentata la legge, o il Senato l'approverà o la rigetterà. Se il Senato la rigetta, allora resta compromessa una rendita di 2,500,000 lire calcolata nel bilancio attivo, e manca una base del sistema economico per l'anno corrente; ovvero il Senato per la considerazione di non far mancare questo reddito crederà di dover votare la legge, e ne resterà vincolata la sua libertà. Imperocchè sull'alienazione di questi beni possono sorgere riflessi tali per cui il Senato possa non volerla acconsentire.

Ieri abbiamo, per esempio, avuta una discussione, sulla quale non intendo di ritornare, intorno all'asse ex-gesuitico al cui riguardo ciascuno si è riservata piena libertà di opinione, per cui si potrebbe forse votare in senso contrario all'alienazione; lo stesso può accadere circa le proprietà demaniali, alcuna delle quali potrebbe il Senato considerare che meglio convenga di ritenere o riservarne solamente la rendita a casi più straordinari, siccome accennava l'onorevole maresciallo nelle sue osservazioni.

Del resto, io dico, delle due l'una: o bisogna calcolare il capitale, ovvero il reddito; ma godere del capitale e del reddito, credo che sarebbe per verità troppo comodo, ma non sia possibile. Già fu osservato come alla categoria soppressa dell'asse gesuitico viene espresso che « questi beni sono portati in seguito cogli altri beni demaniali. »

Per altra parte l'onorevole signor ministro colle sue parole citate ieri, e dette in altre recite in occasione della discussione del bilancio del Monte di riscatto della Sardegna, non esitò punto a far conoscere che una parte essenziale dei beni da alienarsi nella somma di 2,500,000 lire si compone dell'asse gesuitico.

Ciò stante, o la vendita si deve effettuare nel 1852, ed allora conviene togliere dalla categoria dei redditi demaniali il corrispondente reddito per questo capitale; ovvero si porta il reddito di questo capitale fra i redditi del 1852, ed in tal caso bisogna trasportare la vendita al bilancio del 1853; ma godere del capitale e del reddito (io potrei errare) parmi che non possa essere fondato in ragione.

CAVOUR, reggente il Ministero delle finanze e ministro di marina, agricoltura e commercio. L'onorevole preopinante in occasione della categoria 53 osservava che si tratta di restituire il prodotto delle vendite dei beni demaniali, per le quali non esiste ancora l'autorizzazione del Parlamento, e che perciò fosse prematuro il portare questa cifra in bilancio; notava inoltre come non si fosse fatta deduzione dei redditi di questi beni alla categoria, onde non sembrasse conveniente il calcolare ad un tempo il prodotto dell'alienazione dei beni suddetti e i frutti dei medesimi.

In quanto alla prima obbiezione osserverò che nel bilancio non si portano solo tutti i prodotti accertati, ma ancora quelli che sono probabili; ed io spero che il Parlamento acconsentirà a tale vendita per una somma che non si allontanerà di molto da quella indicata nel bilancio. La discussione ch'ebbe luogo nel Parlamento l'anno scorso in occasione della legge

presentata per ottenere l'autorizzazione di vendere beni demaniali dà motivo di argomentare che il Senato non sia contrario al principio della vendita delle proprietà demaniali: egli avrà e può avere obiezioni per questa o per quell'altra proprietà, ma però, lo ripeto, al principio dell'alienazione non sarà per contraddire.

Essendovi quindi certezza che in quest'anno si procederà all'alienazione di una certa quantità di beni demaniali, parve opportuno di portarne il prodotto in una categoria apposita.

Si è portata a calcolo la somma di 2,500,000 lire, siccome si pongono a calcolo le somme che indicano i prodotti di tutte le imposte indirette.

Per quanto riflette poi la seconda obbiezione, mi limiterò ad osservare all'onorevole preopinante che queste vendite, quando verranno approvate, non potendo avere luogo che ad anno inoltrato, probabilmente si stabilirà che l'entrata in possesso non sarà che sul finire dell'anno agricolo, vale a dire all'11 novembre; sicchè i prodotti dell'anno corrente andranno ancora a beneficio delle finanze; onde noi avremo ed il capitale ed i prodotti; e per conseguenza non può sussistere quella contraddizione a cui accennava il preopinante.

DI CASTAGNETTO. Domando perdono all'onorevole signor ministro, ma io credo che gli acquirenti non si accontenteranno e non vorranno lasciare alle finanze il capitale ed i frutti.

CAVOUR, reggente il Ministero delle finanze e ministro di marina, agricoltura e commercio. L'onorevole preopinante avrà comprato o venduto dei beni, ed egli saprà perciò che i contratti sono sempre riferibili al fine dell'anno agricolo, vale a dire all'11 di novembre.

Del resto, trattandosi d'una somma a calcolo, io credo che il Senato non troverà difficoltà nel votarla.

DI COLLEONE LURAY. Il signor ministro diceva, quanto alla prima parte della questione, essere suo avviso che l'opinione manifestata dal Senato nell'anno scorso possa servire di norma nel calcolare le probabilità del successo della nuova legge, che sarebbe presentata per l'alienazione di beni demaniali. Io credo che la probabilità possa bensì entrare nei calcoli sopra quanto il Ministero prevede dover operare, e che in certe circostanze possa e debba anche servire di base a queste sue considerazioni; ma io riguardo sotto un altro aspetto la circostanza in cui ci troviamo: non si tratta di probabilità che il Ministero creda di potere stabilire; si tratta di domandare al Senato che con un voto preliminare accetti questa probabilità, si tratta di far consentire il Senato ad una cosa che esso non può ancora esaminare, perchè non ha potuto pur anco assicurarsi se quegli stessi motivi che lo hanno indotto l'anno passato ad esprimere quella sua opinione, lo indurranno altra volta a far lo stesso.

Io non dirò che questo sia un motivo per modificare il bilancio; nè credo che la massima generale voglia supporre una grande differenza tra la probabilità che un Ministero si propone verso l'opinione del Parlamento, e quella che impugnerrebbe il Parlamento stesso in certo modo ad accertare fin d'ora, senza aver conosciuto (come non è possibile, non essendo presentata quella legge) quello che l'esame di essa gli possa suggerire.

CAVOUR, reggente il Ministero delle finanze, e ministro della marina, agricoltura e commercio. Io porto avviso che il voto che il Senato sta per dare non possa interpretarsi altrimenti, che cioè il Senato non è contrario al sistema che si vendano delle proprietà demaniali; e ritengo che questa opinione sia già stata manifestata. Nella relazione spiegasi appunto quale sia il senso politico che possa avere questo

voto; esso evidentemente in nulla impegna nè l'opinione individuale dei membri che stanno per votare questa categoria, nè tanto meno l'opinione del Senato; perchè se le proposte del Ministero non saranno ravvisate opportune, sia per la natura dei beni, sia per l'origine che a questi si voglia attribuire, il Senato è libero assolutamente di adottare, respingere, o modificare la proposizione del Ministero. Questa è una cifra unicamente dimostrativa.

MARIONI, relatore. In aggiunta a quanto osservava l'onorevole ministro, farò conoscere al Senato che dalla relazione risulta precisamente che si propone d'autorizzare il principio dell'alienazione, ma che il Senato si riserva, quando sarà presentata la legge, di esaminare se convenga o no autorizzarla. Il voto di ciascheduno perciò resta libero a questo riguardo.

PRESIDENTE. Tuttavia le fatte osservazioni mi obbligano a mettere ai voti la categoria 63. Chi l'approva sorge.

(Il Senato approva.)

(Sono successivamente approvate senza discussione le categorie dalla 64 alla 104, ultima, inclusive.) (Vedi vol. Documenti, pag. 1125.)

Ora porrò ai voti gli articoli del progetto di legge approvativi dell'esercizio del bilancio generale attivo.

(Sono approvati senza discussione i quattro primi articoli.) (Vedi vol. Documenti, pag. 1124.)

Art. 3. In anticipazione del prodotto delle imposte il ministro delle finanze è autorizzato ad emettere buoni del tesoro, la di cui decorrenza non sia maggiore d'un anno, sino alla concorrenza di venti milioni di lire, a quell'interesse che lo stesso Governo troverà più opportuno, e che dovrà essere reso noto al pubblico.

CARONNA, reggente il Ministero delle finanze e ministro di marina, agricoltura e commercio. Io credo, a scanso d'ogni equivoco o mala interpretazione, di dover qui confermare quanto venne nella relazione riferito, cioè che in questa somma di 20 milioni sono compresi i 13 milioni di buoni del tesoro, la cui creazione ed emissione era stata autorizzata

colla legge 12 luglio 1850; ed oltre a ciò che questi buoni, come non ebbero pel passato e non hanno al presente, non avranno corso coattivo e legale, nè extralegale, che cioè il Governo non cercherà mai, come non ha mai cercato, di esercitare la sua influenza per costringere i suoi creditori ad accettare in pagamento questi buoni; e finalmente che sarà fatto noto al pubblico ogni cambiamento che si apportasse nel tasso degl'interessi e nelle condizioni della negoziazione di questi buoni.

Il che d'altra parte deve farsi legalmente, poichè il tasso attuale e la negoziazione dei buoni sono stati stabiliti in virtù di un decreto reale, ed ove la menoma variazione venisse arrecata al loro interesse, od alla loro condizione, si richiederebbe un altro decreto reale, al quale si darebbe la massima pubblicità possibile.

PRESIDENTE. Pongo ai voti l'ultimo articolo della legge. (Il Senato adotta.)

Prima di procedere allo squittinio di questa legge, domando al Senato se sia intendimento suo che dopo lo squittinio si passi alla discussione del bilancio dell'istruzione pubblica, il cui rapporto fu distribuito unitamente a quello che ora venne votato dal Senato.

Voci. È tardi.

PRESIDENTE. Domani adunque avrà luogo l'esame del bilancio dell'istruzione pubblica, e quello d'agricoltura e commercio del cui rapporto altresì fu fatta la distribuzione.

Si passa all'appello nominale per lo squittinio segreto sul bilancio attivo.

Risultamento della votazione:

Volanti	52
Voti favorevoli	40
Voti contrari	12

(Il Senato adotta.)

La seduta è levata alle ore 4 e 1/2.